

Martinez, Maily, appelez à la grève générale !

Depuis 3 mois, des millions de travailleurs et d'étudiants exigent le retrait pur et simple du projet de loi Hollande-Valls-El Khomri qui permet de contourner entreprise par entreprise les dernières limites légales et des conventions collectives de branche à l'exploitation et au licenciement. Mais le gouvernement PS-PRG s'obstine au parlement et réprime les jeunes et les travailleurs en grève.

Les serviteurs du capital et les briseurs de grève que sont Hollande, Valls et Cazeneuve peuvent le faire parce qu'ils comptent sur le calendrier des examens et surtout sur l'attitude des chefs syndicaux qui refusent d'appeler à la grève générale, à la grève tous ensemble jusqu'au retrait du projet.

Hollande et Valls savent que le PS, le PCF, le PdG et tous les dirigeants syndicaux ont participé à l'union nationale en novembre 2015 et que tous les responsables confédéraux ont accepté de négocier le projet de loi jusqu'au 14 mars.

Hollande et Valls s'appuient sur la trahison ouverte des certains dirigeants syndicaux (CFDT, UNSA, CFTC...). Ils ont vu aussi que les directions syndicales qui ont à juste titre dénoncé le projet de loi (CGT, FO, Solidaires, FSU, UNEF...) se sont contentées de « journées d'action » (9 mars, 31 mars, 9 avril, 28 avril, 12 mai, 17 mai, 19 mai, 26 mai, 14 juin...) et ont souvent isolé les cortèges de la jeunesse en lutte, les livrant aux forces de répression de l'État bourgeois.

Hollande et Valls comptent sur la énième capitulation de la majorité des députés PS qui ont voté toutes les attaques précédentes et refusent de mettre en cause le gouvernement au service de la bourgeoisie par une motion de censure ; ils comptent sur la confusion qu'ajoutent les députés du PCF en votant avec le FN la motion de censure de LR.

De même, le gouvernement PS-PRG, les médias de masse, les partis bourgeois (LR, FN...) ont justifié les exactions des CRS et des gendarmes mobiles envers les jeunes et les grévistes. Maily et Martinez, comme Berger, ont pris la défense de la police ; FO et la CGT ont participé à la manifestation de policiers du 18 mai appelée par le « syndicat » Alliance, qui est truffé de flics LR et FN.

Aujourd'hui, Hollande et Valls misent sur la dispersion, l'isolement et l'épuisement de la combativité des travailleurs les plus décidés et des secteurs parmi les plus organisés (Total, SNCF, RATP, Aviation civile, EDF...) dans des « grèves reproductibles » secteur par secteur, voire site par site.

Aucune force politique significative se réclamant du socialisme, pas un seul député PS « frondeur », pas le PdG ni le PCF, pas LO ni le NPA, aucun des POI ni AL, n'affronte les chefs syndicaux pour qu'ils appellent à la grève tous ensemble pour battre le gouvernement.

Le refus de la grève générale, les décisions des directions syndicales de grèves de 24 heures à répétition et de grèves reproductibles dispersées ont abouti à la défaite en 2003 et en 2010.

L'issue de la bataille engagée par des millions de salariés, de chômeurs, d'étudiants et de lycéens pour le retrait du projet de loi Hollande-Valls-El Khomri n'est pas encore scellée.

N'en dépend pas seulement la mise en place ou non de la loi El Khomri. L'échec du mouvement sur les retraits de 2010, avec les mêmes divisions qu'aujourd'hui, a fait reculer le mouvement ouvrier pendant plus de 5 ans, introduisant le décou-

ragement, permettant au parti fascisant de grossir.

Pour gagner, il ne faut pas des grèves, il faut la grève !

Si la classe ouvrière et la jeunesse en formation imposent aux directions actuelles la grève générale, le gouvernement capitulera probablement en rase campagne. Le temps presse. Dans les syndicats, dans les assemblées générales, les travailleuses, les travailleurs et les jeunes doivent imposer :

- grève générale jusqu'au retrait du projet de loi !
- élection de comités de grève et de coordinations locales, régionales et nationale pour que la base contrôle le mouvement !
- autodéfense des occupations et des manifestations !

26 mai 2016

